

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2019/13074]

8 MAI 2019. — Loi modifiant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel*

Art. 2. À l'article 2 de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un point 1°/1 rédigé comme suit:

“1°/1 “ancien membre du personnel”: la personne visée au point 1° qui n'est plus en service depuis moins de deux ans;”;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété par les mots “en ce compris les services de la police intégrée visés à l'article 2, 2°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux”;

3° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, le a) est complété par les mots “et qui constitue une menace pour l'intérêt général ou une atteinte à celui-ci”;

4° dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots “visés dans la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux” sont insérés entre les mots “médiateurs fédéraux” et les mots “, en tant que”;

5° dans l'alinéa 2, 1°, les mots “, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail” sont insérés entre les mots “harcèlement moral” et les mots “à l'égard”;

6° L'article est complété par l'alinéa suivant :

“Les compétences conférées par la présente loi aux médiateurs fédéraux sont exercées par le Comité permanent de contrôle des services de police visé par la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace lorsque une atteinte suspectée à l'intégrité est dénoncée par un fonctionnaire de police.”.

Art. 3. À l'article 3 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “en activité de service” sont remplacés par les mots “en service ou ayant été en service il y a moins de deux ans”;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots “des autorités administratives fédérales” sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 4 de la même loi, les mots “ou l'ancien membre du personnel” sont insérés entre les mots “Le membre du personnel” et les mots “qui envisage”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2019/13074]

8 MEI 2019. — Wet tot wijziging van de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden*

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 1° /1 ingevoegd, luidende:

“1°/1 “voormalig personeelslid” : de persoon zoals bedoeld in de bepaling onder 1° die minder dan twee jaar uit dienst is;”;

2° het eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de woorden “met inbegrip van de diensten van de geïntegreerde politie als bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus”;

3° in het eerste lid, 3°, wordt de bepaling onder a) aangevuld met de woorden “en die een bedreiging is voor of een schending van het algemeen belang”;

4° in het eerste lid, 4°, worden in de bepaling onder 4° de woorden “bedoeld in de wet van 22 maart 1995 tot instelling van de federale ombudsmannen” ingevoegd tussen het woord “ombudsmannen” en de woorden “, als de”;

5° in het tweede lid, 1°, worden de woorden “, geweld op het werk en ongewenst seksueel gedrag op het werk” ingevoegd tussen het woord “pesterijen” en het woord “ten”;

6° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid:

“De door deze wet aan de federale ombudsmannen toegewezen bevoegdheden worden uitgeoefend door het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten bedoeld in de organieke wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse wanneer een veronderstelde integriteitsschending wordt door een politieambtenaar gemeld.”.

Art. 3. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “in dienstactiviteit is” vervangen door de woorden “in dienst is of minder dan twee jaar geleden in dienst was”;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “van de federale administratieve overheden” opgeheven.

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden “of voormalig personeelslid” ingevoegd tussen de woorden “Het personeelslid” en de woorden “dat overweegt”.

Art. 5. À l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans la phrase liminaire, les mots "ou l'ancien membre du personnel" sont insérés entre les mots "Le membre du personnel" et le mot "dénonce";

2° le 1° est remplacé par ce qui suit:

"1° qui a eu lieu au cours des cinq années précédant la demande d'avis préalable, qui a lieu ou qui est sur le point d'avoir lieu au sein d'une autorité administrative fédérale;"

Art. 6. À l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "en activité de service" sont remplacés par les mots "en service";

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "ou l'ancien membre du personnel" sont insérés entre les mots "Le membre du personnel" et le mot "qui";

3° dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot "kalenderjaren" est remplacé par le mot "jaren";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les mots "ou de l'ancien membre du personnel" sont insérés entre les mots "du membre du personnel" et les mots "qui demande";

5° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 3°, les mots "est en activité de service" sont remplacés par les mots "est en service ou était en service moins de deux ans auparavant";

6° dans les paragraphes 3 et 4, les mots "le membre du personnel" sont chaque fois remplacés par les mots "le membre du personnel ou l'ancien membre du personnel";

7° dans le paragraphe 5, les mots "le bien-fondé manifeste" sont remplacés par les mots "l'absence de caractère manifestement non fondé" et les mots "des explications relatives à l'avis préalable" sont remplacés par les mots "des explications relatives à la demande d'avis préalable";

8° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots "complété par l'avis," sont abrogés;

9° dans le paragraphe 6, alinéa 2, les mots "et manifestement fondée" sont remplacés par les mots "et qu'elle n'est pas manifestement non fondée";

10° dans le paragraphe 6, alinéa 3, les mots "bien que manifestement fondée" sont remplacés par les mots "bien qu'elle ne soit pas manifestement non fondée";

11° le paragraphe 7 est complété par la phrase suivante:

"Le délai visé au paragraphe 5 recommence à courir au moment de la réception de la demande d'avis préalable du membre du personnel."

Art. 7. À l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, les guillemets placés de part et d'autre du mot "intégrité" sont supprimés;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "douze semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}," sont remplacés par les mots "huit semaines après la réception de la demande de réexamen";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "manifestement fondée" sont remplacés par les mots "pas manifestement non fondée";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots "manifestement fondée" sont remplacés par les mots "pas manifestement non fondée".

Art. 8. À l'article 8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "il la dénonce" sont remplacés par les mots "il peut, au plus tard deux semaines après la réception d'un avis favorable, la dénoncer";

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Dans les deux cas, la personne de confiance d'intégrité informe immédiatement les médiateurs fédéraux de la dénonciation.";

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Les dénonciations sont faites au Point de contact central:

1° par un membre du personnel, en l'absence d'une personne de confiance d'intégrité dans l'autorité administrative fédérale où il est occupé;

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin worden de woorden "of voormalig personeelslid" ingevoegd tussen de woorden "Het personeelslid" en het woord "meldt";

2° de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt:

"1° die zich in de vijf jaren voorafgaand aan de vraag om voorafgaand advies heeft voorgedaan, zich voordoet of op het punt staat zich voor te doen in een federale administratieve overheid;"

Art. 6. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "dienstactiviteit" vervangen door het woord "dienst";

2° in paragraaf 1, tweede lid worden de woorden "of voormalig personeelslid" ingevoegd tussen de woorden "Het personeelslid" en het woord "dat";

3° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "kalenderjaren" vervangen door het woord "jaren";

4° in paragraaf 2, tweede lid, 2°, worden de woorden "of voormalig personeelslid" ingevoegd tussen de woorden "het personeelslid" en de woorden "dat het voorafgaand advies vraagt";

5° in paragraaf 2, tweede lid, 3°, worden de woorden "in dienstactiviteit is" vervangen door de woorden "in dienst is of was minder dan twee jaar geleden";

6° in paragrafen 3 en 4 worden de woorden "het personeelslid" telkens vervangen door de woorden "het personeelslid of voormalig personeelslid";

7° in paragraaf 5 worden de woorden "kennelijke gegrondheid" worden vervangen door de woorden "niet kennelijke ongegrondheid" en de woorden "de vraag om" worden ingevoegd tussen het woord "bij" en het woord "het";

8° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden ", aangevuld met het advies," opgeheven;

9° in paragraaf 6, tweede lid, worden de woorden "kennelijk gegrond" vervangen door de woorden "niet kennelijk ongegrond";

10° in paragraaf 6, derde lid, worden de woorden "kennelijk gegronde" vervangen door de woorden "niet kennelijk ongegronde";

11° paragraaf 7 wordt aangevuld met de volgende zin:

"Op het ogenblik van de ontvangst van de vraag om voorafgaand advies van het personeelslid begint de in paragraaf 5 bedoelde termijn opnieuw te lopen."

Art. 7. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de aanhalingstekens rond het woord "integriteit" geschrapt;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "twaalf weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid," vervangen door de woorden "acht weken na de ontvangst van de vraag tot herziening";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "kennelijk gegrond" vervangen door de woorden "niet kennelijk ongegrond";

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "kennelijk gegronde" vervangen door de woorden "niet kennelijk ongegronde".

Art. 8. In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "meldt hij dit" vervangen door de woorden "kan hij die uiterlijk twee weken na de ontvangst van een gunstig advies melden";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"De vertrouwenspersoon integriteit brengt in beide gevallen de federale ombudsmannen onmiddellijk op de hoogte van de melding.";

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De meldingen worden bij het Centraal Meldpunt gedaan:

1° door een personeelslid bij ontstentenis van een vertrouwenspersoon integriteit in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld;

2° par un membre du personnel, lorsque celui-ci ne souhaite pas informer son supérieur fonctionnel ou un supérieur hiérarchique d'une atteinte suspectée à l'intégrité commise dans l'autorité administrative fédérale où il est occupé, et qu'il ne souhaite pas non plus dénoncer cette atteinte suspectée à l'intégrité à la personne de confiance d'intégrité de son autorité administrative fédérale;

3° par un membre du personnel, lorsque sa dénonciation concerne une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale où il est occupé, et qu'il suspecte que le supérieur hiérarchique le plus élevé de cette autorité administrative fédérale y est impliqué;

4° par un membre du personnel lorsque sa dénonciation concerne une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale où il n'est pas occupé;

5° par une personne qui était occupée moins de deux ans auparavant dans une autorité administrative fédérale.”

Art. 9. À l'article 9 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit:

“Le membre du personnel ou l'ancien membre du personnel qui reçoit un avis favorable peut dénoncer l'atteinte suspectée à l'intégrité aux médiateurs fédéraux au plus tard deux semaines après la réception de l'avis.”;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots “membre du personnel” sont chaque fois remplacés par les mots “membre du personnel ou l'ancien membre du personnel”;

3° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 10. À l'article 10 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“§ 1^{er}. Au plus tard quatre semaines après la dénonciation visée à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, ou deux semaines après la dénonciation visée à l'article 9, les médiateurs fédéraux entament une enquête sur l'atteinte suspectée à l'intégrité. S'il est impossible d'entamer l'enquête dans ce délai pour des raisons organisationnelles, les médiateurs fédéraux peuvent, à deux reprises au maximum, reporter de deux mois l'ouverture de l'enquête. Les médiateurs fédéraux informent le dénonciateur des raisons et de la durée du report.

À l'ouverture de l'enquête, les médiateurs fédéraux informent le ministre ou le secrétaire d'État compétent, ou le comité de gestion de l'institution publique de sécurité sociale, ainsi que le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale concernée par la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité du dépôt d'une dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Si la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité laisse toutefois suffisamment penser que le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale concernée par la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité est impliqué dans cette atteinte, les médiateurs fédéraux informent le ministre ou le secrétaire d'État compétent, ou le comité de gestion de l'institution publique de sécurité sociale concernée par l'atteinte suspectée à l'intégrité.”;

2° dans le paragraphe 4, les mots “ou tout ancien membre du personnel” sont insérés entre les mots “tout membre du personnel” et les mots “qu'ils” et les mots “ou l'ancien membre du personnel” sont insérés entre les mots “Le membre du personnel” et le mot “qui”.

Art. 11. Dans l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, le 5° est remplacé par ce qui suit:

“5° la date de fin prévue de l'enquête: la durée de l'enquête est fixée à trois mois au maximum, après quoi une prolongation d'une durée maximale de trois mois peut chaque fois être prévue au moyen d'un addendum motivé. La durée de l'enquête initiale et de ses prolongations ne peut pas excéder douze mois.”.

Art. 12. À l'article 12 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “Les membres du personnel” sont remplacés par les mots “Les membres et anciens membres du personnel”;

2° dans l'alinéa 2, 3°, les mots “le membre du personnel associé” sont remplacés par les mots “le membre du personnel ou l'ancien membre du personnel associé”;

2° door een personeelslid als hij zijn functionele of een hiërarchische meerdere niet wenst op de hoogte te brengen van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld en die veronderstelde integriteitsschending ook niet wenst te melden bij de vertrouwenspersoon integriteit van zijn federale administratieve overheid;

3° door een personeelslid als zijn melding een veronderstelde integriteitsschending betreft in een federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld maar waarbij de hoogste hiërarchische meerdere van die federale administratieve overheid vermoedelijk betrokken is;

4° door een personeelslid als zijn melding een veronderstelde integriteitsschending betreft in een federale administratieve overheid waar hij niet tewerkgesteld is;

5° door een persoon die minder dan twee jaar geleden was tewerkgesteld in een federale administratieve overheid.”.

Art. 9. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

“Het personeelslid of voormalig personeelslid dat een gunstig advies ontvangt kan uiterlijk twee weken na de ontvangst van het advies de veronderstelde integriteitsschending melden aan de federale ombudsmannen.”;

2° In paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “personeelslid” telkens vervangen door de woorden “personeelslid of voormalig personeelslid”;

3° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Uiterlijk vier weken na de melding bedoeld in artikel 8, § 1, tweede lid, of twee weken na de melding bedoeld in artikel 9, beginnen de federale ombudsmannen een onderzoek naar de veronderstelde integriteitsschending. Indien het om organisatorische redenen onmogelijk is het onderzoek binnen deze termijn te beginnen, kan de start van het onderzoek met maximaal tweemaal twee maanden worden uitgesteld. De federale ombudsmannen brengen de melder op de hoogte van de redenen en de duur van het uitstel.

Bij het begin van het onderzoek brengen de federale ombudsmannen de bevoegde minister of staatssecretaris, of het beheerscomité van de openbare instelling van sociale zekerheid, en de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waarop de melding van de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft, op de hoogte dat een melding van een veronderstelde integriteitsschending werd ingediend.

Als uit de melding van de veronderstelde integriteitsschending echter voldoende blijkt dat de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waarop de melding van de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft, betrokken is bij die veronderstelde integriteitsschending, brengen de federale ombudsmannen de bevoegde minister of staatssecretaris, of het beheerscomité van de openbare instelling van sociale zekerheid waarop de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft, op de hoogte.”;

2° in paragraaf 4 worden de woorden “of voormalig personeelslid” ingevoegd tussen de woorden “elk personeelslid” en het woord “dat” en tussen de woorden “Het personeelslid” en het woord “dat”.

Art. 11. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

“5° de voorziene einddatum van het onderzoek: de duur van het onderzoek wordt vastgesteld op maximaal drie maanden, waarna telkens in een verlenging van maximaal drie maanden kan worden voorzien middels een met redenen omkleed addendum. De maximale duur van het initiële onderzoek en de uitbreidingen ervan bedraagt twaalf maanden.”.

Art. 12. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “en voormalige personeelsleden” ingevoegd tussen de woorden “de personeelsleden” en de woorden “die worden betrokken”;

2° in het tweede lid, 3°, worden de woorden “van het personeelslid” vervangen door de woorden “van het personeelslid of voormalig personeelslid”;

3° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, le mot "verslag" est remplacé par le mot "rapport".

Art. 13. À l'article 13 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "membres du personnel" sont chaque fois remplacés par les mots "membres et anciens membres du personnel";

2° dans le paragraphe 1^{er}, 3°, les mots "des membres du personnel qui sont associés à l'enquête" sont remplacés par les mots "de tout membre ou ancien membre du personnel qui est associé à l'enquête";

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

"§ 3. Le rapport écrit de sa déclaration, visé au § 1^{er}, 3°, est remis au membre ou à l'ancien membre du personnel qui est associé à l'enquête afin qu'il puisse y ajouter ses remarques.";

4° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "ainsi que des membres du personnel qui sont associés à l'enquête et, le cas échéant, des conseils qui les assistent" sont remplacés par les mots "ainsi que du membre ou de l'ancien membre du personnel qui est associé à l'enquête et, le cas échéant, du conseil qui assiste ce membre ou cet ancien membre du personnel";

5° dans le paragraphe 4, alinéa 3, les mots "un membre du personnel" sont remplacés par les mots "un membre du personnel ou un ancien membre du personnel".

Art. 14. Dans l'intitulé de la section 4 du chapitre 6 de la même loi, les mots "rapport écrit complété" sont remplacés par les mots "rapport écrit de l'enquête".

Art. 15. À l'article 14 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. Pour clôturer l'enquête, les médiateurs fédéraux rédigent un rapport incluant leurs constatations, leur appréciation et les mesures qu'ils recommandent.";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "rapport écrit complété" sont remplacés par les mots "rapport écrit";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les mots "et aux anciens membres du personnel" sont insérés entre les mots "membres du personnel" et les mots "qui étaient associés";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 3°, les mots "au membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité." sont remplacés par les mots "au membre du personnel et à l'ancien membre du personnel qui ont dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité";

5° le paragraphe 2 est complété par un 4° rédigé comme suit:

"4° à la personne de confiance d'intégrité ayant rendu l'avis préalable.";

6° dans la phrase liminaire du paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "rapport écrit complété" sont remplacés par les mots "rapport écrit";

7° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les mots "rapport écrit complété" sont chaque fois remplacés par les mots "rapport écrit de l'enquête";

8° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2°, les mots "ou du ministre compétent pour la police intégrée" sont insérés entre les mots "sécurité sociale" et les mots "où a eu lieu";

9° dans le paragraphe 3, alinéa 2, 1°, les mots "et aux anciens membres du personnel" sont insérés entre les mots "membres du personnel" et les mots "qui étaient associés";

10° dans le paragraphe 3, alinéa 2, 2°, les mots "au membre du personnel qui a dénoncé" sont remplacés par les mots "au membre du personnel ou à l'ancien membre du personnel ayant dénoncé";

11° le paragraphe 3, alinéa 2, est complété par un 3° rédigé comme suit:

"3° à la personne de confiance d'intégrité ayant rendu l'avis préalable.";

12° dans le paragraphe 4, 1°, les mots "ou du ministre compétent pour la police intégrée" sont insérés entre les mots "sécurité sociale" et les mots "où a eu lieu";

3° in het derde lid wordt het woord "verslag" vervangen door het woord "rapport".

Art. 13. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de personeelsleden" worden telkens vervangen door de woorden "de personeelsleden en de voormalige personeelsleden";

2° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "de personeelsleden die worden" vervangen door de woorden "elk personeelslid of voormalig personeelslid dat wordt";

3° paragraaf 3 worden vervangen als volgt:

"§ 3. Het schriftelijk verslag van zijn verklaring, bedoeld in § 1, 3°, wordt aan het personeelslid of voormalig personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek overhandigd zodat hij het van zijn opmerkingen kan voorzien.";

4° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "de personeelsleden die worden betrokken bij onderzoek en, desgevallend, van de raadsman die deze personeelsleden bijstaan" vervangen door de woorden "het personeelslid of voormalig personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek en, desgevallend, van de raadsman die dit personeelslid of voormalig personeelslid bijstaat";

5° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "een personeelslid" vervangen door de woorden "een personeelslid of voormalig personeelslid".

Art. 14. In het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk 6 van dezelfde wet worden de woorden "aangevulde schriftelijk verslag" vervangen door de woorden "schriftelijk rapport van het onderzoek".

Art. 15. In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Ter afronding van het onderzoek stellen de federale ombudsmannen een rapport van het onderzoek op met hun vaststellingen, hun beoordeling en de maatregelen die zij aanbevelen.";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "aangevulde schriftelijk verslag" vervangen door de woorden "schriftelijk rapport";

3° in paragraaf 2, tweede lid, 2°, worden de woorden "en de voormalige personeelsleden" ingevoegd tussen de woorden "de personeelsleden" en de woorden "die bij het onderzoek";

4° in paragraaf 2, tweede lid, 3°, worden de woorden "het personeelslid dat de veronderstelde integriteits-schending heeft gemeld." vervangen door de woorden "het personeelslid en het voormalig personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending hebben gemeld.";

5° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 4°, luidende:

"4° de vertrouwenspersoon integriteit die het voorafgaand advies verstrekke.";

6° de inleidende zin van paragraaf 3, eerste lid worden de woorden "aangevulde schriftelijk verslag" vervangen door de woorden "schriftelijk rapport";

7° in paragraaf 3, eerste lid, 1° en 2°, worden de woorden "aangevulde schriftelijk verslag" telkens vervangen door de woorden "schriftelijk rapport van het onderzoek";

8° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden "of aan de minister bevoegd voor de geïntegreerde politie" ingevoegd tussen de woorden "van sociale zekerheid" en de woorden "waar de veronderstelde";

9° in paragraaf 3, tweede lid, 1°, worden de woorden "en voormalige personeelsleden" ingevoegd tussen de woorden "de personeelsleden" en de woorden "die bij het onderzoek";

10° in paragraaf 3, tweede lid, 2°, worden de woorden "of het voormalig personeelslid" ingevoegd tussen de woorden "het personeelslid" en de woorden "dat de veronderstelde";

11° paragraaf 3, tweede lid, wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

"3° de vertrouwenspersoon integriteit die het voorafgaand advies verstrekke.";

12° in paragraaf 4, 1°, worden de woorden "of de minister bevoegd voor de geïntegreerde politie" ingevoegd tussen de woorden "van sociale zekerheid" en de woorden "waar de veronderstelde";

13° dans le paragraphe 4, 2°, les mots “ou du service de la police intégrée” sont insérés entre les mots “autorité administrative fédérale” et les mots “où a eu lieu” et les mots “ou du ministre compétent pour la police intégrée” sont insérés entre les mots “sécurité sociale” et les mots “, où a eu lieu”;

14° dans le paragraphe 5, les mots “décision de” sont insérés entre le mot “la” et le mot “déclaration”.

Art. 16. À l'article 15 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er} les mots “de la dénonciation à la personne de confiance d'intégrité ou au Point de contact central, d'une atteinte suspectée à l'intégrité” sont remplacés par les mots “du fait qu'elles ont dénoncé une atteinte suspectée à l'intégrité à la personne de confiance d'intégrité ou au Point de contact central ou qu'elles ont été associées à l'enquête sur une atteinte suspectée à l'intégrité”;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, le mot “, et” est abrogé;

3° dans le paragraphe 1^{er}, 3°, les mots “à l'enquête” sont remplacés par les mots “à l'enquête; et”;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par le 4° rédigé comme suit:

“4° la personne de confiance d'intégrité.”;

5° dans le paragraphe 2, les mots “qui découle de la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité” sont abrogés;

6° le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, est complété par le 3° rédigé comme suit:

“3° pour la personne de confiance d'intégrité, à la date de son entrée en fonction.”;

7° le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit:

“La durée de la période de protection est de trois ans à dater de la clôture du rapport écrit de l'enquête ou d'une décision judiciaire définitive, ou bien, pour la personne de confiance d'intégrité, de la fin de sa fonction.”;

8° dans le paragraphe 5, les mots “rapport écrit complété” sont chaque fois remplacés par les mots “rapport écrit de l'enquête”;

9° dans le paragraphe 6, la phrase “La protection visée au § 1^{er} est accordée de plein droit par les médiateurs fédéraux.” est insérée avant les mots “Les médiateurs fédéraux notifient”.

10° les paragraphes 7 et 8 sont abrogés.

Art. 17. À l'article 16 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “et qui découle du fait qu'il a dénoncé une atteinte suspectée à l'intégrité ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente” sont insérés entre les mots “l'article 15, § 2” et le mot “, peut”;

2° dans le paragraphe 2, les mots “qu'aucune mesure ou menace de mesure n'est ou n'a été prise ou formulée” sont remplacés par les mots “que cette mesure ou menace de mesure découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité visée ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente”;

3° les paragraphes 3 à 5 sont remplacés par ce qui suit:

“§ 3. Les médiateurs fédéraux demandent par écrit au responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale visée au § 2, de prouver que la mesure prise à l'encontre du membre du personnel protégé ou que la menace de mesure découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité visée ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente.”

§ 4. Le responsable hiérarchique visé au § 3, dispose de quatre semaines, à compter de la date de réception de la demande écrite visée au § 3, pour mettre à la disposition des médiateurs fédéraux un rapport écrit établissant de manière incontestable si la mesure prise à l'encontre du membre du personnel protégé ou la menace de mesure découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité visée ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente”.

13° in paragraaf 4, 2°, worden de woorden “of de minister bevoegd voor de geïntegreerde politie” ingevoegd tussen de woorden “van sociale zekerheid” en de woorden “waar de veronderstelde” en de woorden “of van de dienst van de geïntegreerde politie” ingevoegd tussen de woorden “de federale administratieve overheid” en de woorden “betrokken is”;

14° in paragraaf 5 worden de woorden “beslissing tot” ingevoegd tussen het woord “de” en het woord “aangifte”.

Art. 16. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin van paragraaf 1 worden de woorden “de melding van” vervangen door de woorden “het feit dat zij” en de woorden “hebben gemeld of betrokken zijn geweest aan het onderzoek” worden ingevoegd na het woord “Meldpunt”;

2° in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “en” opgeheven;

3° in paragraaf 1, 3°, wordt het woord “adviseert” vervangen door de woorden “adviseert; en”;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepaling onder 4°, luidende:

“4° de vertrouwenspersoon integriteit.”;

5° in paragraaf 2 worden de woorden “, dat voortvloeit uit de melding van een veronderstelde integriteits-schending” opgeheven;

6° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

“3° voor de vertrouwenspersoon integriteit op de datum van het opnemen van zijn functie.”;

7° paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

“De duur van de beschermingsperiode bedraagt drie jaar na het afronden van het schriftelijk rapport van het onderzoek of na een definitieve gerechtelijke beslissing of voor de vertrouwenspersoon integriteit na afloop van zijn functie.”;

8° in paragraaf 5 worden de woorden “aangevulde schriftelijk verslag” telkens vervangen door de woorden “schriftelijk rapport van het onderzoek”;

9° in paragraaf 6 wordt de zin “De in paragraaf 1 bedoelde bescherming wordt door de federale ombudsmannen van rechtswege verleend.” ingevoegd vóór de woorden “De federale ombudsmannen stellen”;

10° de paragrafen 7 en 8 worden opgeheven.

Art. 17. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “en die voortvloeit uit het feit dat hij de veronderstelde integriteits-schending heeft gemeld of betrokken is geweest bij aan het onderzoek ervan” ingevoegd tussen de woorden “artikel 15, § 2” en het woord “, kan”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “er zich geen maatregelen of dreiging met maatregelen hebben voorgedaan of voordoen” vervangen door de woorden “die maatregel of die dreiging met de maatregel voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan”;

3° paragrafen 3 tot 5 worden vervangen als volgt:

“§ 3. De federale ombudsmannen vragen schriftelijk aan de hoogste hiërarchische leidinggevende van de in § 2 bedoelde federale administratieve overheid om te bewijzen dat de tijdens de beschermperiode tegen het beschermd personeelslid genomen maatregel of de maatregel waarmee werd bedreigd voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan.”

§ 4. De in § 3 bedoelde hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid beschikt over vier weken, na de datum van ontvangst van de schriftelijke vraag, bedoeld in § 3, om een schriftelijk verslag ter beschikking te stellen van de federale ombudsmannen waaruit ontegensprekelijk moet blijken of de tegen het beschermd personeelslid genomen maatregel of de maatregel waarmee werd bedreigd voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek.

§ 5. À moins qu'il ressorte incontestablement du rapport écrit visé au paragraphe 4 que la mesure ou la menace de mesure prise à l'encontre du membre du personnel protégé par les médiateurs fédéraux découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité visée ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente, l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est applicable – sans préjudice de l'application éventuelle d'autres sanctions légales – et le membre du personnel de l'autorité administrative fédérale qui a pris ou a menacé de prendre une mesure visée à l'article 15, § 2, fait l'objet d'une procédure disciplinaire.

Les médiateurs fédéraux proposent au responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale visée d'annuler ou de compenser la mesure prise ou les conséquences préjudiciables.

Le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale concernée fait savoir dans les vingt jours s'il accepte ou non la proposition des médiateurs fédéraux.

Si le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale concernée ne donne pas suite à cette proposition ou refuse de la mettre en œuvre, les médiateurs fédéraux adressent une recommandation à l'autorité administrative fédérale concernée conformément à l'article 14, alinéa 3, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, et ils en informent le ministre responsable.

Dans le rapport visé à l'article 15 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, les médiateurs fédéraux font rapport au Parlement sur ces recommandations et sur les suites qui y ont été données.

S'il ressort incontestablement du rapport écrit visé au paragraphe 4 que la mesure ou la menace de mesure prise ou formulée à l'encontre du membre du personnel protégé par les médiateurs fédéraux découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité visée ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente et que celui-ci a eu consciemment recours au paragraphe 1^{er} par le biais d'une déclaration malhonnête et non conforme à la réalité, l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est applicable – sans préjudice de l'application éventuelle d'autres sanctions légales – et le membre du personnel fait l'objet d'une procédure disciplinaire.”;

4° l'article est complété par les paragraphes 6 et 7, rédigés comme suit:

“§ 6. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsque les faits font l'objet d'un recours juridictionnel ou d'un recours administratif organisé. L'autorité administrative avertit les médiateurs fédéraux du recours introduit.

Dans ce cas, les médiateurs fédéraux informent le réclamant sans délai de la suspension de l'examen de sa réclamation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et sans préjudice de l'article 19, alinéa 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, les médiateurs fédéraux peuvent poursuivre l'examen d'une réclamation lorsque l'acte ou les faits font l'objet d'un recours en annulation au Conseil d'État.

Sans préjudice de l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, l'introduction et l'examen d'une réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours juridictionnels ou de recours administratifs organisés

§ 7. Le membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité ou qui a été associé à l'enquête peut, à sa demande et après avis favorable des médiateurs fédéraux et moyennant l'approbation du ministre de tutelle:

- ou bien être affecté temporairement à un autre service au sein de la même autorité administrative fédérale;
- ou bien être mis temporairement à la disposition d'une autre autorité administrative fédérale.

Pour la mise à disposition temporaire, une convention sera établie entre les deux fonctionnaires dirigeants. Le membre du personnel est, en ce qui concerne sa carrière, considéré comme faisant partie de l'autorité administrative fédérale d'origine.

Cette affectation temporaire et cette mise à disposition temporaire se font pour une durée de douze mois, renouvelable deux fois maximum.

§ 5. Tenzij uit het in paragraaf 4 bedoelde schriftelijk rapport ontegensprekelijk blijkt dat de tegen het personeelslid dat wordt beschermd door de federale ombudsmannen genomen maatregel of de maatregel waarmee werd bedreigd voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan, is artikel 12, tweede lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen van toepassing – onverminderd de mogelijke toepassing van andere wettelijke sancties – en wordt het personeelslid in de federale administratieve overheid dat de maatregel heeft genomen of heeft bedreigd met een maatregel, zoals bedoeld in artikel 15, § 2, het onderwerp van een tuchtrechtelijke procedure.

De federale ombudsmannen doen een voorstel aan de hoogste hiërarchische leidinggevende van de betrokken federale administratieve overheid om de genomen maatregel of de nadelige gevolgen teniet te doen of te compenseren.

De hoogste hiërarchische leidinggevende van de betrokken federale administratieve overheid laat binnen twintig dagen weten of hij al dan niet akkoord gaat met het voorstel van de federale ombudsmannen.

Indien de hoogste hiërarchische leidinggevende van de betrokken federale administratieve overheid niet op dit voorstel ingaat of weigert uitvoering te geven aan het voorstel, dan richten de federale ombudsmannen een aanbeveling aan de betrokken federale administratieve overheid zoals bepaald in artikel 14, derde lid van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen en brengen zij de verantwoordelijke minister daarvan op de hoogte.

De federale ombudsmannen brengen in hun verslag bedoeld in artikel 15 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen aan het parlement verslag uit over deze aanbevelingen en over het gevolg dat eraan wordt gegeven.

Indien uit het in paragraaf 4 bedoelde schriftelijk rapport, ontegensprekelijk blijkt dat de tegen het personeelslid dat wordt beschermd door de federale ombudsmannen, genomen maatregel of maatregel waarmee werd bedreigd, voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan en dat het personeelslid bewust oneerlijk en niet waarheidsgetrouw heeft gebruik gemaakt van § 1 is het tweede lid van artikel 12 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen van toepassing – onverminderd de mogelijke toepassing van andere wettelijke sancties – en wordt het personeelslid het onderwerp van een tuchtrechtelijke procedure.”;

4° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidende:

“§ 6. Het onderzoek van een klacht wordt opgeschort wanneer omtrent de feiten een beroep bij de rechtbank of een georganiseerd administratief beroep wordt ingesteld. De administratieve overheid stelt de federale ombudsmannen in kennis van het ingestelde beroep.

In dit geval brengen de federale ombudsmannen de klager onverwijld op de hoogte van de opschorting van de behandeling van zijn klacht.

In afwijking van het eerste lid, en onverminderd artikel 19, derde lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, kunnen de federale ombudsmannen het onderzoek van een klacht voortzetten wanneer de behandeling of de feiten het voorwerp uitmaken van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State.

Onverminderd artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, schorsen noch stuiten de indiening en het onderzoek van een klacht de termijnen voor het instellen van beroepen bij de rechtbank of van georganiseerde administratieve beroepen.

§ 7. Een personeelslid dat een veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest in de feiten kan, op zijn vraag en na een positief advies van de federale ombudsmannen en met goedkeuring van de voogdijminister, hetzij:

- tijdelijk worden toegewezen aan een andere dienst binnen dezelfde federale administratieve overheid;
- tijdelijk ter beschikking worden gesteld van een andere federale administratieve overheid.

Voor het tijdelijk ter beschikking stellen wordt een overeenkomst opgemaakt tussen de twee leidende ambtenaren. Het personeelslid wordt, voor wat zijn loopbaan betreft, beschouwd alsof hij deel uitmaakt van de federale administratieve overheid van oorsprong.

Deze tijdelijke toewijzing en dit tijdelijk ter beschikking stellen vinden plaats gedurende twaalf maanden, maximum twee keer verlengbaar.

À tout moment, le membre du personnel peut mettre fin à l'affectation ou à la mise à disposition temporaire, moyennant un préavis de trente jours. Un préavis plus court peut toutefois être fixé d'un commun accord entre le membre du personnel et son supérieur hiérarchique. Durant la mise à disposition temporaire, le membre du personnel reste entièrement à charge de l'autorité administrative fédérale d'origine."

Art. 18. Dans l'article 17 de la même loi, les mots "écrit complété" sont remplacés par les mots "de l'enquête".

Art. 19. Dans la même loi, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit:

"Art. 17/1. Les médiateurs fédéraux concluent un protocole d'accord avec le Service fédéral d'audit interne en vue du fonctionnement efficace du système de dénonciation."

CHAPITRE 3. — *Disposition transitoire*

Art. 20. Les demandes d'avis préalable introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les procédures qui en découlent se déroulent conformément aux dispositions en vigueur à la date de réception de la demande d'avis préalable.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre du Budget et de la Fonction publique,
S. WILMES

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. 54-3492

Op ieder moment mag het personeelslid een einde stellen aan de tijdelijke toewijzing of het ter beschikking stellen, mits een opzegperiode van dertig dagen. Een kortere opzegperiode kan echter in onderling akkoord worden overeengekomen tussen het personeelslid en zijn hiërarchische meerdere. Tijdens de tijdelijke terbeschikkingstelling blijft het personeelslid volledig ten laste van de federale administratieve overheid van oorsprong."

Art. 18. In artikel 17 van dezelfde wet worden de woorden "aangevulde schriftelijk verslag" vervangen door de woorden "rapport van het onderzoek".

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 17/1. De federale Ombudsmannen sluiten een protocolakkoord met de Federale Interne Auditdienst met het oog op de doeltreffende werking van het meldsysteem."

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 20. De vragen om voorafgaand advies ingediend vóór de inwerkingtreding van deze wet en de procedures die daaruit voortvloeien, verlopen volgens de bepalingen die van kracht waren op de datum van ontvangst van de vraag om voorafgaand advies.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 21. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en van Ambtenaren-zaken,
S. WILMES

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken. 54-3492